

Fonds pour l'éducation des fillettes (GCEF) Rapport d'activités 2025



CII

Conseil International
des Infirmières

La voix mondiale des soins infirmiers



Sommaire

03

**Le Fonds pour
l'éducation des
fillettes** en bref

05

2025 : une année
de **réflexion et
d'apprentissage**
pour le GCEF

06

L'impact à long
terme **du GCEF**

09

Histoires de
résilience et de
transformation

11

**La pérennité du
GCEF** : une
nouvelle priorité

12

Aperçu
financier

14

**Perspectives
d'avenir** :
l'avenir du GCEF

15

Annexe 1 :
**Aperçu par
pays**

17

Annexe 2 :
**Méthodologie
de l'évaluation
du GCEF**

Le Fonds pour l'éducation des fillettes (GCEF) en bref

Le Fonds pour l'éducation des fillettes (GCEF) offre aux filles orphelines d'infirmières dans les pays en développement la possibilité de poursuivre leurs études malgré des difficultés financières.

Créé en 2005 par le Conseil International des Infirmières (CII), en partenariat avec la Fondation internationale Florence Nightingale (FNIF), ce fonds permet aux filles de rester scolarisées et de réaliser leurs ambitions en prenant en charge les frais de scolarité, les uniformes, les manuels scolaires et d'autres besoins éducatifs essentiels.

Ce programme repose sur la conviction que l'éducation constitue un levier fondamental pour améliorer la santé et bâtir un avenir meilleur. Il s'attaque aux principaux obstacles à l'éducation auxquels est confronté l'un des groupes les plus vulnérables : les filles orphelines de moins de 18 ans. Sans soutien ciblé, ces jeunes filles sont souvent privées d'accès à l'éducation en raison de contraintes financières, de responsabilités familiales ou de normes socioculturelles. Le GCEF apporte une réponse concrète à ces inégalités, guidé par la vision d'améliorer l'accès à l'éducation des filles et de contribuer à de meilleurs résultats en santé.

Le GCEF travaille en étroite collaboration avec les associations nationales d'infirmières (ANI) de l'Eswatini, du Kenya, de l'Ouganda et de la Zambie afin d'assurer une distribution efficace des fonds. Des coordonnateurs locaux et des infirmières bénévoles supervisent l'utilisation des ressources financières tout en offrant du mentorat, un suivi scolaire et un soutien psychosocial.



Edna Tallam (représentante du CII), Vincent (chargé de projet du Syndicat des infirmières et sages-femmes d'Ouganda) et des filles bénéficiaires du GCEF dans une école primaire en Ouganda.

Ces quatre pays sont fortement touchés par la pauvreté, les catastrophes naturelles et d'origine humaine, la pandémie de VIH/sida ainsi que par la persistance ou la résurgence de maladies telles que la tuberculose et le paludisme. Ces défis ont eu des répercussions importantes sur les infirmières et leurs familles, laissant de nombreux enfants orphelins.

Les données montrent que l'éducation des filles génère des bénéfices transformateurs, notamment une amélioration de la santé maternelle et infantile, une meilleure planification familiale et une réduction du risque d'infection par le VIH. L'éducation favorise également l'autonomisation économique : chaque année supplémentaire de scolarisation peut accroître de manière significative les revenus futurs d'une fille.

Cette initiative contribue directement à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux relatifs à une éducation de qualité et à l'égalité entre les sexes. Elle reflète également l'engagement du CII à bâtir des communautés plus saines, plus inclusives et plus résilientes grâce à l'éducation et à l'autonomisation des filles.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



2025 : une année de réflexion et d'apprentissage pour le GCEF



*Edna Tallam
(représentante du
CII) et des filles
bénéficiaires du
GCEF dans une
école secondaire
en Ouganda.*

En 2025, le GCEF a poursuivi sa mission de soutien aux filles vulnérables par l'éducation tout en engageant un important processus de réflexion et d'amélioration continue. Une évaluation complète du programme a été réalisée dans l'ensemble des pays où il est mis en œuvre afin d'examiner son efficacité, ses structures de gouvernance, ses coûts de fonctionnement et ses perspectives de pérennité.

Cette évaluation a confirmé la valeur du GCEF en tant que programme à fort impact, contribuant au maintien des filles à l'école, à l'amélioration de leur bien-être, au renforcement de leur confiance en elles et à leur protection contre les risques liés à la pauvreté et à l'exclusion scolaire. Les bénéficiaires, leurs tuteurs, les responsables d'établissement scolaire et les infirmières référentes ont régulièrement décrit le programme comme étant « transformateur ».

L'évaluation a également mis en évidence plusieurs possibilités d'amélioration, notamment le renforcement de la gouvernance du programme, l'harmonisation des procédures, l'amélioration de la documentation, l'optimisation des coûts et le développement de mécanismes de financement plus durables afin de garantir la viabilité du programme à long terme.

La méthodologie détaillée de cette évaluation est présentée à l'[annexe 2](#).

L'impact à long terme du GCEF



Une professeure de classe, Charles Openda (coordinateur du GCEF au Kenya), Nicole (bénéficiaire du GCEF) et Edna Tallam (représentante du CII).

1. Accès à l'éducation et persévérance scolaire

Au cours de deux décennies de mise en œuvre, le GCEF a transformé la vie de centaines de jeunes filles dans quatre pays. Aujourd'hui, le programme continue de lever les obstacles financiers qui empêcheraient autrement des jeunes filles vulnérables de poursuivre et d'achever leur scolarité. Les bénéficiaires en Eswatini, au Kenya, en Ouganda et en Zambie ont systématiquement fait état d'une meilleure assiduité scolaire, d'une plus grande continuité de leur parcours éducatif et de meilleurs résultats scolaires grâce à leur participation au programme.

Les évaluations du programme réalisées en 2025 ont confirmé l'impact durable du GCEF :

1

Au Kenya, le programme a soutenu 134 jeunes filles depuis son lancement. Parmi elles, 117 ont obtenu leur diplôme et aucun décrochage scolaire n'a été signalé parmi les bénéficiaires.

2

En Ouganda, 176 bénéficiaires ont été accompagnées depuis 2006, grâce à un soutien financier, un accompagnement individualisé et un appui scolaire qui leur ont permis de poursuivre leur scolarité malgré des situations de vulnérabilité.

3

En Zambie, plus de 120 jeunes filles ont bénéficié du programme, dont plus de 70 ont poursuivi des études supérieures et plus de 60 ont atteint l'autonomie économique.

4

En Eswatini, environ 90 jeunes filles ont été soutenues depuis la création du programme, et beaucoup ont poursuivi leurs études à des niveaux supérieurs.

2. Soutien psychosocial et protection

Au-delà du soutien à l'éducation, le GCEF continue d'offrir aux jeunes filles vulnérables un réseau essentiel de protection, de prise en charge et d'accompagnement. Un constat commun aux évaluations menées dans les quatre pays est le rôle déterminant joué par les coordonnateurs nationaux, les infirmières bénévoles et les associations nationales d'infirmières dans l'accompagnement, le conseil et l'orientation des bénéficiaires. Les jeunes filles et leurs tuteurs ont souvent décrit les coordonnateurs comme des personnes de confiance jouant un rôle parental, dont les encouragements et le soutien les ont aidées à surmonter le deuil, l'incertitude et diverses difficultés personnelles.

Cette approche globale a contribué à :

- renforcer la confiance en soi et le bien-être émotionnel des bénéficiaires ;
- améliorer la rétention scolaire et réduire le risque de décrochage ;
- protéger les jeunes filles contre les mariages précoces, les relations d'exploitation et d'autres risques sociaux ;
- accroître leur motivation, améliorer leurs résultats scolaires et nourrir des aspirations plus élevées pour l'avenir.

3. Contribution aux priorités nationales et au développement durable

Dans les quatre pays participants, le GCEF continue d'apporter une contribution importante aux priorités nationales de développement ainsi qu'aux Objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux relatifs à l'éducation de qualité, à l'égalité des genres, à la réduction de la pauvreté, à la santé et à la réduction des inégalités.

Les bénéficiaires ont souligné que ce programme constitue une expression concrète du leadership infirmier, de l'engagement communautaire et de la responsabilité sociale de la profession.

En combinant soutien éducatif, accompagnement et soutien psychosocial, le GCEF offre aux jeunes filles vulnérables la possibilité de poursuivre leur scolarité, de réaliser pleinement leur potentiel et de contribuer positivement au développement de leur communauté. Le succès durable du programme démontre qu'investir dans l'éducation des filles demeure l'un des moyens les plus efficaces de renforcer les familles, les communautés et les générations futures.

Histoires de résilience et de transformation

Namirimu Daphine (Ouganda)

Namirimu Daphine a intégré le GCEF en Ouganda en 2013, à l'âge de 12 ans. Grâce au soutien du programme, elle a achevé ses études secondaires avant de poursuivre une formation dans le domaine de la mode et du design.

En évoquant son expérience, Daphine a décrit le GCEF comme étant « mes mamans et mon papa », expliquant que l'aide reçue allait bien au-delà du soutien financier. Le programme lui a permis de développer sa confiance en elle et d'acquérir de précieuses compétences professionnelles.

Aujourd'hui, son parcours illustre avec force la manière dont l'éducation peut ouvrir la voie à l'autonomie et à de nouvelles perspectives d'avenir.



*Vincent (chargé de projet de l'UNMU),
Edna Tallam (représentante du CII),
Namirimu Daphine (bénéficiaire du
GCEF) et Racheal Nankya (coordinatrice
du GCEF).*

Hope Nyondo (Zambie)



Hope Nyondo (bénéficiaire du GCEF), des membres de l'équipe de la Zambia Union of Nurses and Midwives Organisation (ZUNMO) et Edna Tallam (représentante du CII).

Hope Nyondo a terminé ses études secondaires en 2024 grâce au soutien du GCEF. Vivant avec sa grand-mère, elle a bénéficié d'une prise en charge couvrant les frais de scolarité, les fournitures scolaires, le mentorat et un accompagnement psychosocial.

Hope a décrit le programme comme une source de soutien déterminante, notamment sur le plan émotionnel. Elle a particulièrement apprécié l'accompagnement et le soutien psychosocial dont elle a bénéficié, soulignant que les coordonnateurs du programme jouaient un rôle de « co-parents », lui offrant des encouragements constants, des visites régulières à domicile et à l'école, ainsi qu'un suivi attentif de sa situation. Elle a indiqué que ce soutien l'avait aidée à rester motivée et à renforcer sa confiance en elle ainsi que sa capacité à s'affirmer.

Hope aspire aujourd'hui à poursuivre ses études et à devenir infirmière. Elle exprime sa gratitude envers le GCEF, qui l'a aidée à rester concentrée sur ses objectifs et lui a apporté un soutien précieux durant certaines des périodes les plus difficiles de sa vie. Son parcours démontre que le programme permet non seulement aux jeunes filles de poursuivre leur scolarité, mais aussi de les inspirer à mettre leurs compétences au service des autres.

La pérennité du GCEF : une priorité croissante

La pérennité du programme est apparue comme une priorité majeure dans les évaluations réalisées en 2025.

Dans les quatre pays participants, les parties prenantes ont souligné la nécessité de diversifier les sources de financement et de réduire la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds existants. Parmi les stratégies proposées figurent :

- l'élaboration de plans nationaux structurés de collecte de fonds ;
- la mobilisation de philanthropes et de fondations locales ;
- la mise en place de partenariats avec des entreprises et des organisations professionnelles ;
- le renforcement de l'engagement communautaire ;
- la création de réseaux d'anciennes bénéficiaires afin d'encourager leur contribution au programme ;
- l'exploration de possibilités de cofinancement avec les gouvernements et les établissements d'enseignement.

Plusieurs associations nationales d'infirmières ont déjà commencé à explorer de nouvelles possibilités de financement et ont exprimé leur volonté d'apporter des ressources supplémentaires afin de pérenniser et d'étendre le programme. En Ouganda, l'UNMU a déjà soutenu un plus grand nombre de jeunes filles grâce à ses propres ressources et s'est déclarée prête à cofinancer une partie des coûts du programme lors des prochains cycles.



Aperçu financier

Le financement total du programme en 2025 s'est élevé à 103 327 CHF. Ces ressources ont été réparties entre les différents pays et postes budgétaires selon une approche fondée sur les besoins et l'équité, afin de maximiser l'impact du GCEF dans chaque contexte national.

Le montant total des fonds collectés en 2025 a atteint 51 345 CHF. Ce résultat représente une augmentation par rapport à l'année précédente, principalement en raison de la tenue du Congrès du CII en 2025, qui a traditionnellement un effet favorable sur les activités de collecte de fonds du GCEF. Toutefois, l'augmentation des besoins et un contexte de collecte de fonds de plus en plus difficile soulignent l'importance de renforcer et de diversifier les stratégies de financement. Assurer la viabilité à long terme du programme demeure une priorité essentielle afin de garantir un soutien continu aux bénéficiaires dans les années à venir.

Plus de 80 % des fonds collectés ont été consacrés aux frais de scolarité et aux fournitures scolaires, répondant ainsi directement aux besoins essentiels des bénéficiaires.

Moins de 20 % des fonds ont été utilisés pour couvrir les coûts administratifs et de gestion engagés par les associations nationales d'infirmières (ANI), contribuant ainsi à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi efficaces du programme.

Les fonds ont été transférés aux ANI sur la base de demandes détaillées et versés trois fois par an afin de correspondre aux besoins financiers de chaque trimestre scolaire, garantissant ainsi un soutien rapide et adapté aux bénéficiaires.

En 2025, le coût moyen nécessaire pour financer une année de scolarité par bénéficiaire dans les quatre pays s'élevait à environ 1 300 CHF.

Afin d'assurer la pérennité du programme et de tenir compte d'éventuelles dépenses imprévues ou fluctuations des coûts, l'objectif de collecte de fonds a été fixé à 1 300 CHF ou 1 500 USD par bénéficiaire et par an. Cette approche offre la souplesse nécessaire pour maintenir un soutien continu et répondre à des besoins financiers imprévus.

Figure 1. Répartition des fonds en 2025 (USD)

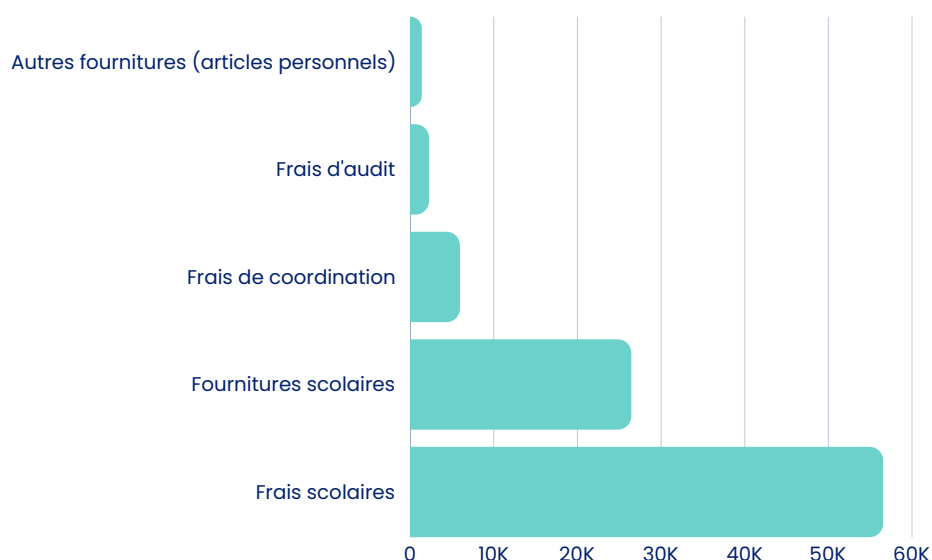
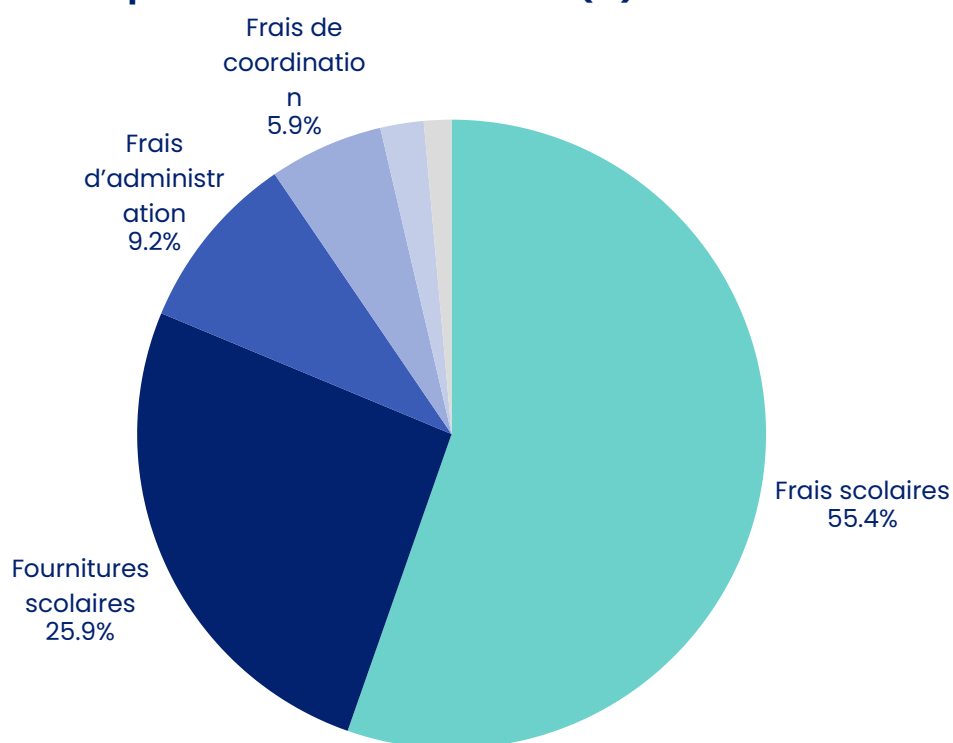


Figure 2. Répartition des fonds en 2025 (%)



Alors que les évaluations précédentes avaient identifié les dépenses non directement liées aux frais de scolarité, notamment les fournitures scolaires, les frais d'internat, les transports et les effets personnels, comme un facteur important des coûts globaux du programme, cette tendance s'est sensiblement atténuée durant la période évaluée. Les données montrent que des pratiques plus efficaces en matière de gestion et d'allocation des ressources ont permis de réduire le poids relatif de ces dépenses tout en préservant la qualité et l'efficacité du soutien apporté aux bénéficiaires.

Les évaluations ont également confirmé que des audits sont régulièrement réalisés et que des mécanismes de contrôle financier efficaces sont en place dans l'ensemble des pays participant au programme.

Perspectives d'avenir : l'avenir du GCEF

Alors que le GCEF entame sa troisième décennie d'existence, il demeure résolument **engagé à faire en sorte qu'aucune jeune fille ne soit contrainte d'abandonner sa scolarité en raison de difficultés financières.**

Les priorités pour les années à venir sont les suivantes :

- renforcer les mécanismes de gouvernance et de reddition de comptes ;
- formaliser davantage les procédures de sélection des bénéficiaires et des établissements scolaires ;
- accroître les capacités locales de collecte de fonds et diversifier les sources de financement ;
- développer des programmes de mentorat structurés ;
- renforcer le soutien psychosocial ;
- favoriser l'engagement des anciennes bénéficiaires ;
- explorer davantage de passerelles vers l'enseignement supérieur et la formation professionnelle ;
- améliorer les systèmes de suivi, de rapportage et de mesure de l'impact du programme.

Les évaluations réalisées en 2025 démontrent que, grâce à l'éducation, au mentorat et aux possibilités offertes, le GCEF continue de redonner espoir à des jeunes filles en situation de vulnérabilité et de générer des changements durables dans leur vie et au sein de leurs communautés.



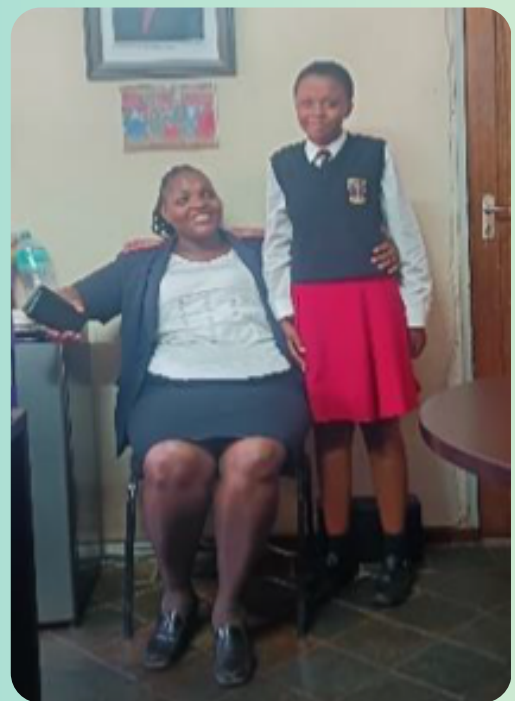
Votre soutien
change des vies.
FAITES UN DON.

Annexe 1 : Aperçu par pays

Eswatini



Mme Nokuthula Dlamini, présidente par intérim de l'Association des infirmières du Swaziland (SWADNU), à l'entrée du lycée Ujinga : « Nous faisons appel aux écoles publiques, elles sont de bonne qualité, propres et abordables ».



La coordinatrice Tiny Dlamini avec une bénéficiaire du GCEF au lycée Nazareth.

Le GCEF est présent en Eswatini depuis près de 20 ans et a soutenu environ 90 jeunes filles depuis sa création. Le programme est largement apprécié par les bénéficiaires et leurs tuteurs, qui soulignent régulièrement son impact positif sur les résultats scolaires, le bien-être émotionnel et la protection contre le mariage précoce ainsi que d'autres risques sociaux. Le programme bénéficie d'un leadership local solide et de relations étroites entre les coordonnateurs, les bénéficiaires et leurs familles. Les priorités pour l'avenir comprennent le renforcement de la planification de la pérennité du programme et l'élaboration d'un plan structuré de relève pour son leadership.

Kenya

Depuis 2006, le GCEF au Kenya a soutenu 134 bénéficiaires, dont 117 ont obtenu leur diplôme. Le programme est mis en œuvre dans plusieurs comtés et bénéficie d'un engagement important de bénévoles par l'intermédiaire de l'Association nationale des infirmières du Kenya (NNAK). Les bénéficiaires ont souligné l'importance du soutien éducatif, du mentorat et des visites de suivi régulières. Les priorités futures comprennent le renforcement de la documentation, des systèmes d'approvisionnement et des capacités locales de collecte de fonds.



La coordinatrice Tiny Dlamini avec une bénéficiaire du GCEF à l'école secondaire Nazareth.

Ouganda

Le GCEF en Ouganda a accompagné 176 bénéficiaires depuis 2006. Le programme est intégré aux structures de gouvernance de l'Union nationale des infirmières et sages-femmes d'Ouganda (UNMU) et combine soutien financier, mentorat et suivi scolaire. Les évaluations ont mis en évidence des possibilités d'amélioration liées au renforcement de la planification de la pérennité, à la clarification des rôles et responsabilités ainsi qu'au développement de parcours de transition pour les jeunes filles après l'achèvement de leurs études secondaires.

Zambie

Le programme en Zambie a soutenu plus de 120 jeunes filles et obtenu des résultats remarquables, notamment en matière d'accès à l'enseignement supérieur et d'intégration dans des carrières professionnelles. Les bénéficiaires ont constamment souligné l'importance du mentorat, du soutien psychosocial et de l'aide à l'éducation. Les priorités futures comprennent le renforcement des activités de collecte de fonds, la mobilisation des anciennes bénéficiaires et le développement de partenariats structurés avec le secteur privé et les organisations communautaires.

Annexe 2. Méthodologie de l'évaluation du GCEF

L'évaluation a adopté une **approche méthodologique mixte** dans les quatre pays participants, comprenant :

- des réunions de consultation avec les dirigeants des associations nationales d'infirmières (ANI), les coordonnateurs du GCEF, les équipes de mise en œuvre du programme et d'autres parties prenantes clés ;
- des visites dans les établissements scolaires afin de rencontrer directement les bénéficiaires, leurs tuteurs, les responsables des écoles et les infirmières bénévoles ;
- un examen documentaire portant notamment sur les rapports de programme, les budgets, les états financiers, les rapports d'audit, les dossiers des bénéficiaires, les barèmes de frais de scolarité et les accords conclus entre le CII et les ANI participantes ;
- des entretiens avec des informateurs clés, notamment les coordonnateurs du programme, les responsables des ANI, les tuteurs, les bénéficiaires et les responsables d'établissements scolaires ;
- une évaluation de la gouvernance, des systèmes opérationnels, des structures de coûts, des procédures d'approvisionnement et des mécanismes de pérennité à l'aide d'un cadre d'évaluation standardisé appliqué dans l'ensemble des pays.

L'évaluation a été menée en Eswatini, au Kenya, en Ouganda et en Zambie entre février et mars 2026. Elle visait à identifier les forces communes, les défis, les bonnes pratiques et les possibilités d'amélioration afin de renforcer l'efficacité, l'impact et la pérennité du programme.



CII

Conseil International
des Infirmières

La voix mondiale des soins infirmiers

